

Annexe

AAP 2024 pour projet 2025 et 2026

DOCUMENT DE CANDIDATURE

1. Identification précise du projet et de son porteur/ses porteurs

A) Identité du projet

Titre du projet:	Recrutement, formation et caractéristiques sociales des enseignantes et enseignants de l'Académie de Lille: retour sur une histoire
Acronyme (éventuellement):	RHEAL : Recherches historiques sur les Enseignants de l'Académie de Lille
Mots clefs (maximum 5):	Histoire - recrutement et formation des enseignants – genre - professionnalisation – parcours personnel

B) Résumé (10 lignes maximum)

En cas de sélection, ce résumé sera publié sur le site internet de l'INSPÉ Lille HdF dans la rubrique Recherche

Le cadrage national du recrutement et de la formation des enseignant.e.s en France est désormais bien connu par les travaux déjà réalisés (voir bibliographie). L'objectif du projet est de voir comment ces réformes successives s'ancrent sur le territoire du Nord et du Pas-de-Calais, en faisant le choix de l'académie de Lille actuelle prioritairement. Trois axes sont priorisés pour 2025 et 2026 : l'évolution de la formation des enseignantes du primaire et du secondaire dans l'académie de Lille : regards croisés sur les institutions publiques et privées (XIX^e-XX^e siècles) ; l'ENNA de Lille au prisme de son recrutement (1967-1991) ; cinquante ans de recrutement et de formation des enseignant-es-s du secondaire de l'enseignement général au sein de l'académie de Lille (1950-2000). Ces trois axes donneront lieu à des manifestations mutualisées (journées d'études et colloques, ouvrage final). Une attention particulière sera accordée aux caractéristiques sociales de ces enseignants et enseignantes septentrionaux aux et aux modalités concrètes de leur formation professionnelle.

C) Identification du porteur (coordinateur et unité de recherche) du projet

Le coordinateur du projet doit être membre d'une unité de recherche des Universités Régionales du périmètre de l'Académie de Lille (UArtois, ULCO, ULille, UPHF).

Coordinateur 1	Stéphane Lembre
Titre/Grade:	Professeur
Courriel:	stephane.lembre@inspe-lille-hdf.fr
Téléphone:	06 82 42 43 03
Coordinateur 2	Jean-François Condette
(Nom, Prénom):	
Titre/Grade:	professeur

Courriel:	Jeanfrancois.condette@univ-lille.fr
Téléphone:	06 62 88 35 21
Institution de rattachement (Nom et adresse):	INSPE Lille HdF –site de Villeneuve d’Ascq 365 bis rue Jules Guesde 59650 Villeneuve-d’Ascq
UR de rattachement (identifiant <i>EA UMR</i> , nom et adresse):	Institut de recherches historiques du Septentrion (IRHIS) UMR 8526
Directeur de l’UR (Nom, prénom et courriel de contact):	Mériaux Charles, charles.meriaux@univ-lille.fr
Gestionnaire de l’UR (si Applicable - Nom, prénom, courriel):	Christine AUBRY Ingénieur de recherche Secrétaire Générale IRHiS–UMR 8529 (Univ-Lille, CNRS) christine.aubry@univ-lille.fr
Tutelle de gestion de l’UR pour ce projet (Nom et adresse):	Université de Lille, 42 rue Paul Duez, 59000 Lille
Autres membres de l’UR impliqués dans le projet (Nom,prénom, titre, courriel):	Magali DOMAIN, PRAG à l’INSPE de l’académie de Lille, doctorante en histoire contemporaine, Université de Lille, IRHIS : magali.domain@inspelille-hdf.fr Mélanie NORTIER, doctorante IRHiS, melanie.nortier.etu@univ-lille.fr Sabria BENZARTI, doctorante IRHiS, sabria.benzarti@univ-lille.fr -Alexis Ballard (archives, U Lille, INSPE, IRHIS) -autres collègues du laboratoire sont possibles après présentation du projet

D) Identification des autres partenaires (*autant de fiches que de partenaires*)

Partenaire n° 1.....

Identité (Nom et statut) <i>Unité de recherche</i>	STL UMR 8163
Coordonnées:	Université de Lille Domaine universitaire du "Pont de Bois" rue du Barreau - BP 60149 59653 Villeneuve d'Ascq Cedex
Expertise(s) du partenaire:	Par les collègues qui sont dans le champ de la philosophie et de l’histoire de l’éducation et de la formation
Contact partenaire porteur (Nom, prénom):	Louise Ferté, MCF
Titre / grade / fonction:	MCF INSPE
Courriel:	louise.ferte@inspe-lille-hdf.fr

Partenaire n°2

Identité (Nom et statut) <i>Unité de recherche, école, établissement, délégation ou service académique, association, entreprise,</i>	CIREL – Proféor ULR 4354
Coordonnées:	Université de Lille Domaine universitaire du "Pont de Bois" rue du Barreau - BP 60149 59653 Villeneuve d'Ascq Cedex
Expertise(s) du partenaire:	Par les collègues qui sont dans le champ de l'histoire de l'éducation et de la formation
Contact partenaire porteur (Nom, prénom):	Maud Delebarre
Titre / grade / fonction:	ATER
Courriel:	maud.delebarre@inspe-lille-hdf.fr
Autres membres du partenaire impliqués dans le projet (Nom, prénom, titre, courriel):	

Préciser l'état actuel du partenariat (*existant, en cours de construction, à construire...*) :

Les collègues cités ont l'habitude de travailler ensemble et où déjà travaillé sur le sujet de la formation des enseignants au cours de leurs travaux antérieurs. Il s'agit cette fois de décaler, de préciser les analyses menées autour de thèmes plus ciblés.

E) Références équipe projet : *porteur et partenaire(s)*

5 publications maximum du porteur et de l'équipe projet dans le domaine (liste et liens le cas échéant)

-Maud Bourret-Delebarre, *L'enseignement libre pour jeunes filles à Paris durant l'essor républicain : entre continuité et innovation (1880-1939)*, thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université de Paris Cité, 2024, 594 p.

-Jean-François Condette (dir.), *De la difficulté d'enseigner. Permanences et mutations de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2023

-Jean-François Condette., *Histoire de la formation des enseignants en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 2007.

-Louise Ferté, « Anne-Marie Grauvogel (1868-1948), une Fontenaysienne parmi les pionnières en philosophie ? », *Les Études Sociales*, 2023/1 (n° 177), p. 139-163. <https://www.cairn.info/revue-les-etudes-sociales-2023-1-page-139.htm>

-Stéphane Lembré (avec Hélène Buisson-Fenet, Géraldine Farges et Xavier Pons), « The teaching profession in France since the late 19th century : greater integration or reinforced segmentation ? », in Xavier Dumay and Katharine Burn (ed.), *The status of the teaching profession: interactions between historical and new forms of segmentation*, London, Routledge, coll. "Oxford Studies in Comparative Education", 2023, p. 80-100.

Stéphane Lembré, « Teachers in Écoles d'Arts et Métiers in Nineteenth-Century France », *History of Education*, vol. 49, 6, 2020, p. 741-758. <https://doi.org/10.1080/0046760X.2020.1748235>

2. Description du projet (3 pages maximum)

A) Contexte de l'étude et détail du projet se décomposant en trois volets.

L'histoire des enseignant.e.s et de leur formation est loin d'être un terrain vierge de toutes recherches. Si le cadre institutionnel est bien connu, dans ses grandes créations comme dans ses manques (histoire des écoles normales, des CPR, des ENNA, installation des IUFM, etc.), si l'évolution du cadre légal des formations depuis près de deux siècles, *via* les textes officiels, est aussi maîtrisée (voir bibliographie), d'autres dimensions méritent des études complémentaires, au moment où revient de manière lancinante, dans le discours politique, la référence à des « écoles normales du XXI^e siècle » où le présent le dispute à des représentations incertaines de l'histoire de la formation des enseignants. Le projet ici présenté vise à progresser dans deux directions principales :

- **l'histoire sociale des élèves maîtres.sses** ou, plus tard, des étudiants se destinant aux métiers de l'enseignement, par l'identification de leurs parcours scolaires et universitaires, voire professionnels lorsqu'il s'agit de reconversions : quels sont leurs milieux sociaux d'origine ? Leurs parcours scolaires et éventuellement professionnels antérieurs ?
- **l'approche territorialisée** de la formation des enseignants, confrontant le cadre réglementaire aux évolutions du recrutement et des modalités de formation dans un espace régional spécifique, ici celui de l'académie de Lille, même s'il est également intéressant de le confronter à d'autres espaces s'ils sont connus. Cette optique fait écho au projet mené par les collègues de l'INSPE de Créteil et de l'UPEC, « *Les IUFM (1989-2013)*. Vingt ans de redéfinition de la formation des professeurs de l'enseignement public en France », qui doit se conclure par un colloque international en 2025 et auquel plusieurs participants du présent projet sont associés et intégrés dans le conseil scientifique.

Les **objectifs** consistent à comprendre **qui devient enseignant.e** dans le Nord de la France sinon dans l'académie de Douai-Lille, principalement Nord et Pas-de-Calais (mais incluant aussi l'Aisne, les Ardennes et la Somme jusqu'aux années 1960), et **au travers de quels parcours**. Dans un territoire précocement marqué par l'industrialisation et ses répercussions sociales, caractérisé aussi par une orientation agricole ancienne, la question de la promotion sociale par l'école, topos de la Troisième République, mérite d'être abordée à nouveaux frais mais aussi complétée. Au temps de la Cinquième République, l'enseignement secondaire est certes sans doute, selon l'analyse de Jean-Michel Chapoulie, « un métier de classe moyenne », mais les parcours scolaires et universitaires nécessitent d'être explorés pour préciser cette lecture sur un temps plus long et en tenant compte de la pluralité des modalités de formation, pour penser la transition entre formation des enseignantes par les congrégations puis par les écoles normales, pour comprendre qui devient enseignant de la voie professionnelle au temps des ENNA puis de l'IUFM.

Le projet, mené sur un peu plus de deux années (fin 2024, année 2025 et année 2026) peut se structurer en trois volets successifs

Volet n°1 : La formation des enseignantes dans l'académie de Lille, regards croisés sur les institutions publiques et privées (XIX^e-XX^e siècles) : responsable Maud Delebarre

Jusqu'à la parution de la loi Paul Bert en 1879, imposant la création d'une école normale d'instituteurs et d'institutrices pour chaque département, la formation des enseignantes est majoritairement assurée par les congrégations et des initiatives privées portées par des femmes. L'intervention de l'État vise alors à améliorer le niveau de qualification des enseignantes, mais aussi à reprendre la main sur un domaine alors largement laissé aux mains de l'Église. Quelques années plus tard, l'élan républicain se confirme avec le vote de la loi Goblet en 1886 puisque le personnel des écoles publiques doit désormais être laïc. Les congrégations, tout comme les directrices d'institutions privées, doivent désormais s'adapter à ces changements et répondre aux injonctions concernant l'élévation du niveau de qualification des enseignantes. Il s'agit aussi pour ces femmes de maintenir leur activité dans un contexte désormais plus concurrentiel, objectif d'autant plus difficile pour les religieuses soumises à un climat anticlérical qui atteint son paroxysme avec le vote de l'interdiction des congrégations enseignantes en 1904. Ces différents événements sont à l'origine de profondes transformations au sein de la formation des enseignantes car ils entraînent de nouveaux rapports au savoir et au genre, et ils favorisent la construction de nouvelles identités professionnelles. En outre, on observe des reconfigurations au sein des territoires avec la construction de nouveaux établissements, le déplacement ou la transformation de certaines institutions privées ainsi que des évolutions concernant le profil et les qualifications des enseignantes et des directrices. Ce projet de recherche vise ainsi à mieux comprendre les effets des interventions républicaines dans la formation des enseignantes, entre la fin du XIX^e siècle et le premier XX^e siècle. Il s'agit

ainsi de regarder à la fois les évolutions du profil des directrices des écoles normales et des institutions privées mais aussi d'étudier les contenus enseignés et les diplômes préparés sur près d'un siècle dans ces établissements de formation professionnelle. Un intérêt particulier sera aussi porté aux origines sociales et géographiques des futures enseignantes afin d'éclairer les évolutions concernant le recrutement de ce personnel, tant dans l'enseignement public que privé.

Le territoire de l'académie de Lille est particulièrement intéressant à étudier pour mieux comprendre les transformations des institutions et les enjeux de professionnalisation au sein de la formation enseignante.

Dans le Nord, on note par exemple la présence prépondérante de la congrégation des Dames de Flines jusqu'à l'inauguration de l'École normale de Douai en 1883. Concernant le Pas-de-Calais, on peut rappeler l'initiative de Justine Fiolet, directrice de pensionnat, transformée dès 1850 en cours normal de filles. Trente années plus tard, le département se dote lui aussi d'une école normale d'institutrices, implantée à Arras. Les mesures républicaines mises en œuvre au sein de l'académie n'empêchent pas pour autant les Dames de Flines et les directrices d'institutions privées de poursuivre leurs engagements en faveur de l'éducation, entraînant alors une redéfinition du territoire et des rôles de chacun qui reste encore à étudier. Grâce à l'analyse de différents fonds d'archives, et notamment celles des Écoles normales de Douai et d'Arras, celles des établissements privés et des congrégations ainsi que les archives académiques, cette recherche propose d'apporter un nouvel éclairage aux effets des mutations politiques, sociales, économiques et religieuses sur la formation enseignante, tant du point de vue du personnel de ces structures que du côté des élèves. En étudiant à la fois l'offre privée et publique, il est possible de mettre en évidence les jeux de concurrence et de complémentarité susceptibles d'insuffler des évolutions, portant sur les effectifs des élèves formées, leurs profils, les contenus enseignés, ou encore sur le niveau de qualification des directrices d'établissements.

Volet n°2 : L'ENNA de Lille au prisme de son recrutement (1967-1991) : responsable Stéphane Lembré

La création à Lille, en 1967 d'une sixième Ecole normale nationale d'apprentissage, visait à doter le Nord de la France d'une structure pour la formation des professeurs de collège d'enseignement technique (CET, 1959), puis de lycée d'enseignement professionnel (LEP, 1975) et de lycée professionnel (LP, 1986). Les ENNA sont chargées depuis 1945 de la formation des maîtres de l'enseignement professionnel, rendue urgente par le maintien des centres d'apprentissage créés depuis 1939 dans des conditions précaires. Les recherches menées par Hervé Terral ou par Vincent Troger ont rappelé à la fois l'organisation de ces établissements, mais aussi leur spécificité pédagogique. Reste que l'on sait peu de choses des élèves maîtres, dont on peut faire l'hypothèse d'origines sociales et professionnelles variées, à la mesure de la diversité des spécialités et des statuts.

L'intérêt est d'autant plus grand que l'enseignement professionnel est particulièrement représenté dans l'académie de Lille : en 1986, au moment du passage sous le giron de la Région, il y a plus de lycées professionnels que de lycées généraux, témoignage d'une appétence durable pour les études courtes et professionnalisantes de populations à dominante ouvrière. Les dossiers administratifs des élèves de l'ENNA permettent d'avancer dans la sociographie de ces professionnels de l'éducation trop souvent passés sous silence, et dont on a surtout, avec Vincent Troger ou Annette Gonnin-Bolo, souligné la perte d'identité consécutive à l'installation des IUFM.

Volet n°3 : cinquante ans de recrutement et de formation des enseignant-es-s du secondaire de l'enseignement général dans l'académie de Lille (1950-2000) : responsable Jean-François Condette

Le cadrage national des évolutions du recrutement des enseignants du second degré est désormais bien connu par les travaux déjà réalisés (voir bibliographie). Pour les agrégés des différentes disciplines, la formation pédagogique est longtemps très légère. La création des CAPES en 1950 change cependant la donne alors que s'affirme ensuite une progressive massification, du secondaire, d'abord en premier cycle (« les années collèges »), puis, après 1985-1989, dans le second cycle (« les années lycées »). La mise en place des centres pédagogiques régionaux (CPR) en 1952 a pour but de proposer une formation pédagogique et didactique plus importante. Ces CPR disparaissent en 1990 avec la mise en œuvre de la loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989 (loi Jospin) qui regroupe l'ensemble des structures de formation (des enseignants du primaire, du secondaire général et technique, du secondaire professionnel) dans les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). L'objectif de cet axe, au-delà de ces évolutions générales désormais connues, est de voir comment ces réformes successives s'ancrent sur le territoire du Nord et du Pas-de-Calais, en faisant de choix de l'académie de Lille actuelle. La réduction du territoire étudié à ces deux départements doit permettre une analyse plus précise des mises en œuvre concrètes des dispositifs proposés. Quelles sont les cohortes d'enseignants et d'enseignantes recrutés par les concours, selon les disciplines, et, si l'on peut encore le savoir (gros travail à entreprendre pour retrouver les archives disponibles, aux AD du Nord et du Pas-de-Calais mais

aussi certainement dans les Archives du rectorat de l'Académie de Lille) quels sont leurs parcours socio-scolaires et universitaires ? Quelles sont les modalités concrètes des formations mises en place dans le CPR lillois (là encore : nécessité de retrouver les possibles archives du CPR si elles n'ont pas été détruites) et pour quels résultats (titularisation, non-titularisation, affectation dans l'académie, etc.) ? Le dernier volet concerne la mise en place et les premières années de l'IUFM Nord-Pas-de-Calais qui fait partie des trois IUFM expérimentaux mis en place dès la rentrée de 1990. Comment, localement, applique-t-on les textes ministériels ? Quelles sont les étapes de cette mise en place de l'IUFM et quelles tensions surgissent dès lors qu'il faut faire travailler ensemble des structures jusque-là autonomes (écoles normales, CPR, ENNA), en lien également avec les universités régionales puisque le « nouveau » modèle de formation s'affirme comme universitaire ? Qui sont les acteurs majeurs de cette mise en œuvre concrète du projet IUFM de l'académie de Lille et quelles sont les ajustements opérés dans les dix premières années de son existence.

B) Méthodologie de la recherche

Ce projet s'appuie sur la méthodologie de la recherche en histoire et sur un vaste ensemble de **sources** issues des institutions successivement et/ou parallèlement en charge de la formation des enseignant.e.s : archives des écoles normales du Nord et du Pas-de-Calais, de l'ENNA de Lille et du Centre pédagogique régional de Lille (si les archives existent encore) puis celles de l'IUFM Nord-Pas-de-Calais. Les fonds sont accessibles, conservés aux Archives départementales (Nord et Pas-de-Calais) et à l'INSPE ; ils nécessiteront cependant d'être complétés par des investigations dans les fonds des Archives nationales (F17 et séries continues) qui sont à Pierrefitte-Sur-Seine, afin de pouvoir disposer de données nationales plus larges et de mieux situer les réalités septentrionales. Des déplacements seront également nécessaires à la Bibliothèque nationale de France (Paris).

Le projet doit contribuer, après bien d'autres travaux, à la compréhension de la place des enseignant.e.s dans la société française. Il vise aussi à éclairer la diversité des formes adoptées historiquement par la formation des enseignant.e.s, à l'encontre d'une vision souvent trop univoque des écoles normales et des « hussards noirs de la République » chers à Charles Péguy... hussards noirs qui furent souvent des hussardes, et qui purent aussi revêtir le bleu de travail.

L'académie de Lille, par son poids démographique, par ses spécificités scolaires et universitaires, est un laboratoire privilégié d'observation de ce dossier du recrutement, de la formation et de l'installation des enseignants et enseignantes, de la mesure aussi de leur « promotion sociale et professionnelle » par l'Ecole et l'accès aux métiers de l'enseignement.

C) Modalités pratiques de restitution, de valorisation et de diffusion des résultats (voir échéancier final)

Six modalités pratiques de valorisation sont proposées, bénéficiant d'un contexte favorable à cette thématique et d'une conjonction d'opportunité :

- L'association au projet conduit à l'INSPE de Créteil (cf. *supra*) sur les années de formation au sein des IUFM (projet de colloque en 2025) et pour lequel Jean-François Condette, Louise Ferté et Stéphane Lembré sont dans le conseil scientifique.

- L'organisation à Lille, en juillet 2025, de la 46^e session de l'ISCHE (International Standing Conference for the History of Education), événement de référence pour la communauté internationale des chercheurs.ses en histoire de l'éducation. Une première occasion sera ainsi fournie de valoriser le travail engagé, de nouer aussi des contacts qui permettront de développer une approche comparée avec d'autres territoires, en France et à l'étranger, afin de ne pas cantonner l'étude à celle d'une espèce d'isolat nordiste.

- L'organisation d'une journée d'études Université de Lille/INSPE (en 2025) et d'un colloque final (en 2026) sur la thématique proposée en fonction de l'avancée des trois axes. Ces journées seront l'occasion également de confronter nos résultats avec ceux d'autres espaces étudiés par des collègues dans d'autres laboratoires. Les actes du colloque donneront lieu à une publication universitaire (ouvrage) ; celles de la journée d'études à la publication d'articles dans les revues classées par les sections du CNU.

- Les résultats de la recherche permettront aussi de nourrir les enseignements d'histoire de l'éducation proposés dans les mentions premier degré et encadrement éducatif, ainsi que dans la mention Pratiques et ingénierie de la formation.

- Ils pourront donner lieu à une conférence-recherche s'intégrant dans le programme annuel des cycles de conférences du service Recherche de l'INSPE.

D) Principales références bibliographiques

BAILLAT G., NICLOT D., ULMA D., *La formation des enseignants en Europe : approche comparée*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

CONDETTE J.-F., « Former des maîtres sous Vichy : Les instituts de formation professionnelle et leur échec (1940-1944) » dans Antoine PROST (dir.), *La formation des maîtres de 1940 à 2010*, Rennes, PUR, 2014, p.39-54.

CONDETTE J.-F., *Histoire de la formation des enseignants en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 2007.

CONDETTE J.-F. (dir.), *Deux cents ans de progrès éducatifs dans la France septentrionale (1808-2008)*, Actes du séminaire du bicentenaire de l'académie de Douai-Lille, tenu le 4 juin 2008 à l'Université de Lille 3, Lille, Septentrion, 2008, 224 p.

CONDETTE J.-F., « Qualité native, éloge de l'expérience ou nécessaire formation professionnelle : la difficile naissance du stage pédagogique dans l'enseignement secondaire français (1880-1914) », *Spirale, revue de recherche en éducation*, Lille, n° 46, 2010, pp. 7-29.

CONDETTE J.-F., *Éducation, Religion, Laïcité (XVI^e-XX^e s.). Continuités, tensions et ruptures dans la formation des élèves et des enseignants*, Lille, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2010.

CONDETTE J.-F. et ROUET Gilles (dir.), *Un siècle de formation des maîtres en Champagne-Ardenne, Écoles normales, normaliens, normaliennes et écoles primaires de 1880 à 1980*, Actes des journées d'études des 30 avril 2003 et 16 mars 2005 au centre IUFM de Troyes, SCEREN-CRDP de Champagne-Ardenne, juin 2008.

CURTIS S., *L'enseignement au temps des congrégations : Le diocèse de Lyon (1801-1905)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2003.

EGGINGER J.-G., « À la recherche des "fils du peuple" ? Les origines géographiques et sociales des normaliens de Douai (1854-1989) à partir des registres matricules de l'école normale », dans *Histoire des élèves en France. Volume 1. Parcours scolaires, genre et inégalités (XVII^e-XX^e siècles)*, dir. Jean-François Condet et Véronique Castagnet-Lars, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2020, p. 327-343.

ESTERLE M., *Où va la formation des enseignants ? Des IUFM aux INSPE. Chronique d'un passage tourmenté*, Paris, Editions Pétra, 2017

GEMIE S., *Women and Schooling in France, 1815-1914: Gender, Authority and Identity in the Female Schooling Sector*, Keele, Keele University Press, 1995.

GONNIN-BOLO A., « De l'ENNA à l'IUFM : le deuil difficile d'une culture communautaire », *Revue française de pédagogie*, n°142, 2003, p. 69-77.

GRANDIERE M., *La formation des maîtres en France, 1792-1914*, Lyon : INRP, 2006.

GRANDIERE M., PARIS R. et GALLOYER D., *La formation des maîtres en France, 1792-1914. Recueil de textes officiels*, Lyon ENS-INRP, 2007 (227 textes officiels).

GRANDIERE M., PARIS R. et GALLOYER D., *La formation des maîtres en France, 1792-1914. Recueil de textes officiels. Les textes qui vont de 1914 à 1990 sont accessibles en ligne (comme ceux du tome précédent dans : <http://rhe.ish-lyon.cnrs.fr/?q=toformation-list>*

HEMERYCK R., « La congréganisation des écoles normales du département du Nord au milieu du XIX^e siècle (1845-1883) : Aux origines de l'école normale de Douai : le cours normal des Dames de Flines », *Revue du Nord*, n° 217, 1973, p. 113-122.

LANG Vincent, *La professionnalisation des enseignants*, Paris, PUF, 1999.

KROP J., *Les fondateurs de l'école républicaine. La première génération des instituteurs sous la III^e République*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2016.

MANOLACHE Rodica, *Étude comparative de la formation initiale des enseignants du premier degré en France et en Roumanie de 1989 à 2005*, thèse en sciences de l'éducation, UPJV, 25 novembre 2022.

MAYEUR F., « La formation des institutrices avant la loi Paul Bert : les cours normaux », *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. LXXXI, n° 206, 1995, *L'enseignement catholique en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, 1995, p. 121-130.

PAQUAY L., ALTET M., CHARLIER E., PERRENOUD P. (dir.), *Former des enseignants professionnels; Quelles stratégies ? Quelles compétences ?*, Bruxelles, De Boeck, 2012.

PROST A. (dir.), *La formation des maîtres de 1940 à 2010*, Rennes, PUR, 2014.

QUARTARARO A. T., *Women Teachers and Popular Education in Nineteenth-Century France. Social Values and Corporate Identity at the Normal School Institution*, Newark, University of Delaware Press, 1995.

ROBERT A.-D. et TERRAL H., *Les IUFM et la formation des enseignants aujourd'hui*, Paris, PUF, 2000.

ROGERS R., *Les bourgeoises au pensionnat. L'éducation féminine au XIX^e siècle*, Rennes, PUR, 2007.

TERRAL H., « Les Ecoles normales nationales d'apprentissage (1945-1991). Une institution-clé dans la formation des maîtres », *Recherche & formation*, n°40, 2002, p. 141-157.

TROGER V., « La formation des enseignants dans l'enseignement professionnel depuis 1945 : les contradictions d'une pratique pionnière », dans R. Bourdoncle, L. Demailly (éd.), *Les professions de l'éducation et de la formation*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1998.

TROGER V., « L'identité perdue des enseignements techniques et professionnels », dans G. Moreau (dir.), *Les patrons, l'État et la formation des jeunes*, Paris, La Dispute, 2002.

3. Grandes étapes et calendrier prévisionnel des tâches, livrables et jalons de réalisation du projet (1 page maximum)

L'aide financière accordée aux projets sélectionnés, dans le cadre de l'AAP Recherche en éducation 2024, sera exclusivement dédiée aux travaux du projet réalisables de janvier 2025 à décembre 2026.

Grandes Etapes	Début prévisionnel	Fin prévisionnelle	Durée estimée
Exploration approfondie de la bibliographie pour affiner le questionnement + identification des sources et débuts des dépouillements les plus proches	Janvier 2025	Juin 2025	
Dépouillement des sources pertinentes	Juin 2025	Juin 2026	
Atelier réunissant les membres du projet : échange sur la méthodologie, préparation de la participation à l'ISCHE et des étapes suivantes (journée d'étude 2026 + livrables)	Avril 2025		½ journée
Participation à la 46 ^e session de l'ISCHE (International Standing Conference for the History of Education) à Lille	Juillet 2025		
Journée d'études n°1 : sur la formation des enseignantes (Maud Delebarre et alii)	Octobre ou novembre 2025		1 journée
Poursuite des dépouillements et présentations de la recherche en cours à l'occasion de séminaires ou journées d'études extérieurs.	Juin 2026	Décembre 2026	
Colloque final avec dimension internationale sur la formation des enseignant-e-s à Lille	Octobre ou novembre 2026		1 ou 2 journées
Préparation d'un ouvrage collectif (engagement dépense avant fin d'exercice budgétaire 2026)	2026-2027		

4. Budget prévisionnel et demande financière

L'aide financière accordée aux projets sélectionnés sera versée à l'unité de recherche porteuse du projet pour le compte de l'ensemble des partenaires :

- soit dans le cadre d'une convention signée entre l'INSPÉ de Lille HdF et la tutelle de gestion de l'unité de recherche porteuse s'il ne s'agit pas de l'Université de Lille (versement sur facture)
- soit dans le cadre d'un contrat d'objectifs et de moyens entre l'INSPÉ de Lille HdF et l'unité de recherche porteuse si elle est sous la tutelle de l'Université de Lille (versement via installation des crédits au sein de l'unité de recherche)

Les dépenses éligibles sont les dépenses exclusivement dédiées aux travaux du projet engagées et acquittées pendant la durée de la convention (janvier 2025 – décembre 2026). Il convient donc à l'unité de recherche gestionnaire de bien respecter les échéances du calendrier.

Le montant du financement total accordé par l'INSPÉ de Lille HdF ne pourra pas dépasser 10 000 euros TTC par projet. Les différents volets sont limités à un certain montant par projet :

- « Matériel et équipement » : 1 000 euros/projet maximum
Il n'est pas possible via l'AAP de recherche de l'INSPÉ de Lille HdF de solliciter l'achat d'ordinateurs ou de tablettes numériques.
En fonction des besoins, le matériel nécessaire à la réalisation du projet peut être prêté au porteur de projet pour une durée allant jusqu'à 2 ans (soit la durée totale du projet). La liste du matériel empruntable auprès du Service recherche est indiquée plus bas. Les prêts réalisés feront l'objet d'une contractualisation spécifique (charte d'emprunt).
- « Activités de recherche » : 5 000 euros TTC/projet maximum
Il est demandé de bien distinguer les sommes correspondant à du budget de fonctionnement (prestations de service sur devis et facture) à celles correspondant à du budget RH (emploi de vacataires).

- « Communication – valorisation des résultats » : 4 000 euros TTC/projet maximum.
L'organisation d'un séminaire, d'une journée d'études ou d'un colloque à l'INSPÉ de Lille HdF pour valoriser le projet de recherche concerné fera l'objet d'un soutien (logistique et/ou financier) de l'Institut par ailleurs, au moment opportun. Nous vous invitons à faire apparaître seulement dans le budget prévisionnel tout évènement scientifique extérieur et à bien nous signifier par écrit le souhait d'une valorisation à l'INSPÉ.

Toute demande exceptionnelle au-delà de ce seuil doit faire l'objet d'un argumentaire détaillé justifiant la dépense complémentaire. Un co-financement du projet n'est pas obligatoire mais sera très apprécié.

A) Budget du projet et demande financière à l'INSPÉ de Lille – HdF

NB : Les frais de gestion ne sont pas éligibles.

L'aide financière accordée aux projets sélectionnés sera exclusivement dédiée aux travaux du projet réalisables sur les années civiles 2025 et 2026. Le tableau budgétaire doit-être présenté à l'équilibre (Total dépenses = aide demandée à l'INSPÉ de Lille HdF + cofinancements éventuels)

Demande d'emprunt de matériel auprès du Service Recherche de l'INSPÉ Lille HdF* : ~~OUI~~ / NON

	Postes de dépenses	Total par postes de dépenses (TTC en euros)	Aide demandée à l'INSPÉ de Lille – HdF (TTC en euros)	Cofinancement (le cas échéant) (TTC en euros)
Matériel et Equipement* (*hors matériel empruntable auprès du service recherche, matériel mutualisé utilisable via l'ULille, matériel informatique) Jusqu'à 1 000 euros max*/projet				
	Sous-total matériel et équipement	Pas de besoin – nous sommes déjà équipés au regard de nos besoins (ordinateurs, appareils photo etc.)		
Activités de recherche (frais de collecte, de retranscription, de mise en forme...) NB : Distinguer les frais fonctionnement (prestations sur devis) des frais de RH (vacations) Jusqu'à 5 000 euros max*/projet	Déplacements aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale de France (A/R SNCF Lille-Paris) ; déplacement aux archives départementales du Nord, du Pas-de-Calais En histoire nous n'avons pas de frais de retranscription : nous dépouillons les archives nous-mêmes ; cela exige une méthodologie, une habitude aussi. L'essentiel des frais est lié aux déplacements dans les services d'archives ; les laboratoires n'achètent pas à leurs membres de carte de réduction.	3000 euros	2500 euros	500 euros
	Organisation de l'atelier de travail (demi-journée d'avril 2025)	400	400	
	Sous-total activités de recherche	3400	2900	500
Communication et valorisation des résultats de la recherche (organisation-participation à un colloque, publications d'un article - de documents ou ressources pédagogiques, organisation d'une formation, relecture en anglais, prestation de communication, etc.) - Jusqu'à 4 000 euros max*/projet	Participation au colloque organisé par l'INSPE de Créteil : « Vingt ans de redéfinition de la formation des professeurs de l'enseignement public en France (1989-2013)» (mai 2025) : déplacements	400	400	0
	Ouvrage collectif aux Presses universitaires du Septentrion ou autres presses universitaires (somme à engager 2026, publication en 2027)	3500	3500	
	Relecture en anglais d'articles pour revues à comité de lecture	1000	500	500 (IRHiS)
	Frais liés à l'organisation lilloise d'ISCHE (juillet 2025)	800	800	
	Journée d'études d'octobre-novembre 2025	1500	Aide logistique INSPE demandée	1500 IRHiS
	Colloque final d'octobre-novembre 2026	2000	500 euros + Aide logistique INSPE demandée	1500 IRHiS

	<i>Sous-total communication-valorisation</i>	9200	5700	3500
TOTAL		12600	8600	4000

**Toutes les demandes exceptionnelles au-delà de ce seuil doivent faire l'objet d'un argumentaire détaillé justifiant la dépense complémentaire*

C'est un peu la même chose chaque année : un projet en histoire contemporaine ne peut émerger au volet 1 du budget car nous n'avons pas plus besoin de logistique spécifique, de matériel et d'équipement lourd. Nous utilisons notre matériel personnel.

Un projet en histoire contemporaine ne peut demander les 5000 euros possibles de l'activité de recherche qui, dans d'autres disciplines passent par l'élaboration, la diffusion de questionnaires, par la retranscription d'entretiens faite par d'autres que les enseignants-chercheurs du projet. Nous devons, en histoire contemporaine, réaliser les collectes de données nous-mêmes via les archives et les bibliothèques (d'où le budget transport) mais qui est loin d'atteindre les 5000 euros possibles

Par contre, l'activité de communication des résultats et celle de publication sont majeures dans notre champ disciplinaire. Ce qui fait que, sans émerger à la rubrique 1, en étant bien en dessous du seuil de la rubrique 2, nous dépassons cette fois dans la rubrique 3 qui est centrale pour nous.

B) Autres renseignements financiers (détails des éventuels co-financements)

Les co-financements ne sont pas obligatoires mais ils démontrent le soutien et l'appui du projet par d'autres organismes financeurs. Les informations ci-dessous doivent être en phase avec la partie « Budget et demande financière, colonne co-financement » (ci-dessus).

- Ce projet bénéficie-t-il d'un autre financement déjà obtenu? Non
- Ce projet fait-il l'objet d'une autre demande de financement en cours? Non
- Ce projet va t-il faire l'objet d'une demande de financement à venir? Oui
- Si oui :

Type de financement	Ex fonds propres unite de recherche, aide région,BQR,.....
Nom du financeur	Laboratoire IRHis (UMR-CNRS 8529)
Dispositif de financement	Aide annuelle aux projets de recherche (année 2025 puis année 2026)
Montant	2025: 2000 euros 2026: 2000 euros
Dépenses éligibles	2025: 1500 euros : journée d'études octobre-novembre 2025 2025: 500 euros: aide transport Tgv projet 2026: 500 euros : participation à frais de traduction d'articles 2026: 1500 euros aide colloque final d'octobre-novembre 2026:
Afe	

C) Etablissement qui assurera la gestion financière du projet

Etablissement :	Université de Lille	
Agent Comptable :	Madame Delphine LIARD	
Adresse:	Campus du Pont de Bois 59653 Villeneuve d'Ascq	
Tél :	03 62 26 65 30	
Mél :	Delphine.liard@univ-lille.fr	

Responsable du suivi financier	Christine AUBRY, IRHiS-UMR 8529	
Adresse:	Campus du Pont-de-Bois, 59653 Villeneuve d'Ascq	
Tél :	03 20 41 62 87	
Mél :	christine.aubry@univ-lille.fr	

Identification bancaire	ci-joint RIB	
Banque	Trésor Public	
Titulaire du compte	Université de Lille, Agence comptable	
Domiciliation	domaine universitaire Pont de Bois, BP 60149, 59653 Villeneuve d'Ascq	
N° de compte	00001019803	
Code banque	10071	
Clé RIB	57	
Code Guichet	59000	

L'établissement gestionnaire est-il assujéti à la TVA ? oui non

5. Demande complémentaire d'appui ou d'accompagnement par l'INSPÉ Lille HdF

Au-delà des aides financières accordées par l'INSPÉ de Lille HdF dans le cadre des dispositifs d'AAP, l'INSPÉ de Lille HdF via ses différents services (service recherche et innovation pédagogique, communication, patrimoine...) s'efforce de vous accompagner dans vos projets de recherche pour contribuer au développement d'une recherche en éducation répondant aux besoins de notre territoire, à son rayonnement et au transfert des résultats de cette recherche.

Aussi préciser vos éventuels besoins complémentaires ou questions : co-organisation de journée d'étude ou colloque, mise à disposition de salles, amphithéâtre, captation vidéo, mise en relation avec les services ou délégations académiques référents...




Organisation matérielle de la demi-journée d'atelier d'avril 2025

Organisation de la journée d'études d'octobre-novembre 2025

Co-organisation du colloque final d'octobre novembre 2026

.....

.....
.....
.....
.....
.....

Date et lieu : 11 mars 2024 Nom et Signature* du porteur/de la porteuse de projet	Date et lieu Villeneuve-d'Ascq, le 12 mars 2024 Nom et Signature* du directeur/de la directrice d'unité de recherche
Stéphane LEMBRE 	Charles Mériaux, directeur du laboratoire IRHiS de l'Université de Lille (UMR-CNRS 8529) 
Jean-François CONDETTE 	

*En l'absence de ces 2 signatures le projet ne sera pas évalué

CONTACT :

inspe-recherche@univ-lille.fr

03 20 79 87 39

TRESOR PUBLIC

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiements des quittances, etc...)

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
10071	59000	00001019803	57

Domiciliation
TP LILLE

IBAN (International Bank Account Number)

FR76	1007	1590	0000	0010	1980	357
------	------	------	------	------	------	-----

BIC (Bank Identifier Code)
TRPUPFRP1

Titulaire du compte :
UNIVERSITE DE LILLE
AGENCE COMPTABLE
DOMAINE UNIVERSITAIRE PONT BOIS
BP 60149
59653 VILLENEUVE D ASCQ